WWF : un rapport sur les océans qui doit rapporter.

En publiant son rapport « Planète vivante 2015 »[1], consacré aux océans, le WWF a frappé un grand coup destiné à marquer les esprits avant la COP 21 de Décembre à Paris. La presse et les médias ont largement repris le chiffre choc : « *Les espèces marines ont décliné de moitié* » (Ouest-France, 17 septembre 2015). Une fois de plus, la pêche et les pêcheurs, petits et grands, font figure de principaux accusés. Isabelle Autissier, présidente du WWF France, dans Ouest-France, résume l'accusation de façon radicale : « *On pêche deux fois plus que ce que la planète est capable de nous offrir* ». Il faudrait donc diminuer par deux les captures, de 90 millions de tonnes à 45 millions. Le lecteur pressé et peu averti conclura que cette proposition concerne aussi l'Europe où l'effort de pêche et les captures ont été considérablement réduits. Le rapport reconnaît pourtant que la situation dans la zone tempérée, donc les pays développés, est en voie d'amélioration, sinon en bon état, pour plusieurs stocks.
Le but de tels rapports et surtout de leur médiatisation, dramatisée et simplifiée, n'est pas d'introduire les nuances, les interrogations propres à tout rapport scientifique[2], il vise essentiellement à orienter le débat et à promouvoir des solutions auprès du grand public et des décideurs, à l'occasion de grands rendez-vous comme la COP 21. Comme l'a montré Marie-Claude Smouts pour les forêts[3], il s'agit pour le WWF de contrôler les orientations discutées et de mettre en œuvre sa propre vision de « l'économie bleue ». Ces orientations combinent privatisation, conservation et financiarisation sur la base d'une valorisation financière du « Capital Naturel » et de ses services écosystémiques et non plus seulement des ressources marines.
Philippe Cury, de l'IRD, dans Le Télégramme du 17 septembre, résume à merveille la stratégie du WWF qu'il soutient. : « *Les solutions sont connues : d'abord gérer les pêcheries. Les Etats-Unis l'ont fait et ont retrouvé leur seuil d'abondance. Cela permet d'ailleurs aux pêcheurs de bien vivre. Deuxième solution : créer des réserves marines où la biodiversité et les stocks pourront se reconstituer. Ces espaces protégés permettent aussi de capter davantage de CO2 et donc de lutter contre le réchauffement climatique* ».

La gestion par les marchés.

Gérer les pêcheries, on ne peut qu'être d'accord, la question est de savoir comment, pour qui et avec qui, pour quels objectifs. Les Etats-Unis ont mis en place, sous l'impulsion de PEW en particulier, avec Environmental Defense Fund, une privatisation des droits de pêche commercialisables, ce qui a abouti à une élimination massive des pêcheurs artisans, particulièrement en Nouvelle-Angleterre. Les derniers qui subsistent sont harcelés par des ONG environnementalistes qui ont fait pression sur les autorités pour que les pêcheurs paient les observateurs embarqués. Il leur en coûtera plus de 700 $ par jour quand beaucoup pêchent pour 1500$ par jour. Le contrôle financé par l'Etat est considéré comme une subvention et, comme il ne faut pas subventionner la pêche selon le WWF, c'est aux pêcheurs de payer. En Nouvelle-Angleterre, il y a désormais du poisson (sauf la morue), mais les ports sont désertés sauf par les gros armements qui ont capté les quotas. Gérer les pêches pour le WWF,

[1] WWF. 2015. *Living Blue Planet Report*. *Species, habitats and human well-being.* [Tanzer, J., Phua, C., Lawrence, A., Gonzales, A., Roxburgh, T. and P. Gamblin (Eds)]. WWF, Gland, Switzerland.

[2] http://depts.washington.edu/cfood/wwf-claim-a-74-decline-in-tuna-and-mackerel-populations/ De nombreux scientifiques ont critiqué les données du rapport du WWF.

[3] Marie-Claude Smouts. *Forêts tropicales, jungle internationale, les revers d'une écopolitique mondiale.* Paris, Presses de Sciences Po, 2001, 350p

c'est mettre les pêcheurs sous leur tutelle ou celle des gros armements de multinationales[4], malgré le discours convenu et bien pensant sur l'implication des communautés et le souci des femmes dans la pêche. Le WWF est un des principaux partenaires du Partenariat Mondial pour les Océans.

Créer des réserves marines, les pêcheurs n'y sont pas opposés, quand ils y voient un intérêt. Ils ont créé depuis longtemps des cantonnements pour protéger des ressources. Les pêcheurs bretons ont soutenu la création du Parc Marin d'Iroise. Il serait possible de développer ces réseaux avec leur accord. Mais, quand l'objectif est de créer des AMP sur 30% des océans, avec des réserves intégrales importantes, quand Pew et d'autres, créent de gigantesques réserves sur des ZEE entières, quand certains proposent de mettre la haute mer en réserve, soit 60% des océans, on voit clairement que l'objectif n'est pas d'améliorer la pêche. L'exemple de l'Australie est là pour montrer que la généralisation des réserves permet certes de restaurer stocks et habitats mais la pêche régresse, car les pertes de zones de pêche ne sont pas compensées par les gains sur les zones autorisées. Par contre, les foules de pêcheurs amateurs s'empressent de réclamer des droits de pêche et des zones pour eux seuls, au nom de l'intérêt économique supérieur de la pêche récréative. L'expérience montre que de nombreuses réserves et AMP, sous contrôle d'ONG, ont abouti à la marginalisation des pêcheurs. Le grand programme du Triangle de Corail entre l'Indonésie et les Philippines est fortement contesté par les pêcheurs artisans indonésiens. Les plus grands profits sont au bénéfice des investisseurs du tourisme que le WWF souhaite attirer, loin des objectifs de sécurité alimentaire affichés.

[4] Österblom H, Jouffray JB, Folke C, Crona B, Troell M, et al. (2015) *Transnational Corporations as 'Keystone Actors' in Marine Ecosystems.* PLoS ONE 10(5): e0127533. doi:10.1371/journal.pone.0127533

http://127.0.0.1:8081/plosone/article?id=info:doi/10.1371/journal.pone.0127533

La conservation, un nouveau champ de spéculation

Créer des réserves ne suffit pas, il faut en effet pouvoir les contrôler, les gérer, assurer le suivi scientifique, compter les phoques et les poissons et tout cela coûte très cher. Pour cela le WWF, mais aussi The Nature Conservancy (où les océans sont sous la direction de Maria Damanaki), ont mis au point une politique basée sur la valorisation financière du capital naturel, le « Natural Capital Project »[5]. Il s'agit de donner un prix, et pas seulement une valeur, aux services fournis par la nature. Le rapport Planète vivante précise que « les outils CNN et ESE (mesures du capital naturel) permettent de faire des choix d'investissements plus raisonnables ». Ils auraient dû écrire plus rentables, car le but du WWF est d'attirer les fonds d'investissements avec des rendements élevés. « *L'instauration de redevances applicables aux usagers des AMP et aux touristes constitue un autre exemple de piste pour réorienter les financements au service du renforcement de la valeur de nos actifs océaniques* ». En clair, ce sont aussi les pêcheurs qui financeront les AMP et paieront pour les investissements réalisés par des fonds majoritairement privés. Parmi les sources de financement évoquées dans d'autres rapports du WWF, figurent aussi les compensations biodiversité ou carbone[6]. Comme le poisson représente du carbone stocké dans les océans, les pêcheurs devraient donc payer pour la valeur carbone du poisson capturé. Ils achèteraient ces droits sur un marché qui sera contrôlé par des entreprises ou des fonds d'investissements spéculatifs, ces fonds existent déjà. [7]

Example conservation finance asset classes

Source: CS/WWF/McKinsey

Quand un lobby de la conservation prend le pouvoir

Voilà quelques-unes des orientations qui se dévoilent derrière la dramatisation du rapport du WWF. Les pêcheurs doivent bien sûr prendre en compte la nécessité d'un engagement vers une économie décarbonée, à terme, mais, par sa nature même d'activité de cueillette, la pêche du poisson frais, n'est pas grande émettrice de CO2, si on la compare avec des activités de production agricole ou industrielle ou encore le tourisme. En réalité, l'impact environnemental de la pêche est faible, même s'il faut s'en préoccuper pour assurer la pérennité de l'activité.

La question fondamentale que pose le rapport du WWF est celle de la gouvernance et du pouvoir. Le WWF n'est pas une structure associative démocratique et citoyenne comme beaucoup d'autres ONG environnementalistes, particulièrement en

[5] www.naturalcapitalproject.org/

[6] cf Maxime Combes dans son blog du 5 octobre 2015. http://blogs.mediapart.fr/blog/maxime-combes/081015/climat-le-projet-daccord-doit-etre-rejete-non-aux-crimes-climatiques « Au lieu d'exiger des réductions d'émissions réelles, la comptabilité nette encourage la compensation carbone à une échelle globale et massive. Cette compensation pourrait mobiliser des milliards d'hectares de forêts et de terres arables pour stocker le carbone issu des émissions de gaz à effet de serre qui ne seraient pas éliminées. » Il aurait pu ajouter les immenses réserves intégrales des océans.

[7] Crédit Suisse, WWF, McKinsey&Company. *Conservation Finance, moving beyond donor funding toward an investor-driving approach*, 2014. 32 p.

France. C'est une organisation internationale privée, en lien étroit avec de grandes sociétés multinationales et des banques d'affaires, ce qu'elle ne cache pas et revendique même. Son but est de contrôler les océans et les pêcheurs en fondant sa politique de conservation sur un environnementalisme de marché, sur la privatisation et la financiarisation, au bénéfice de gros investisseurs industriels et financiers. Aux Etats et aux organisations internationales de créer le cadre de cette politique, sous la pression d'une opinion traumatisée par la communication bien contrôlée d'un lobby[8].

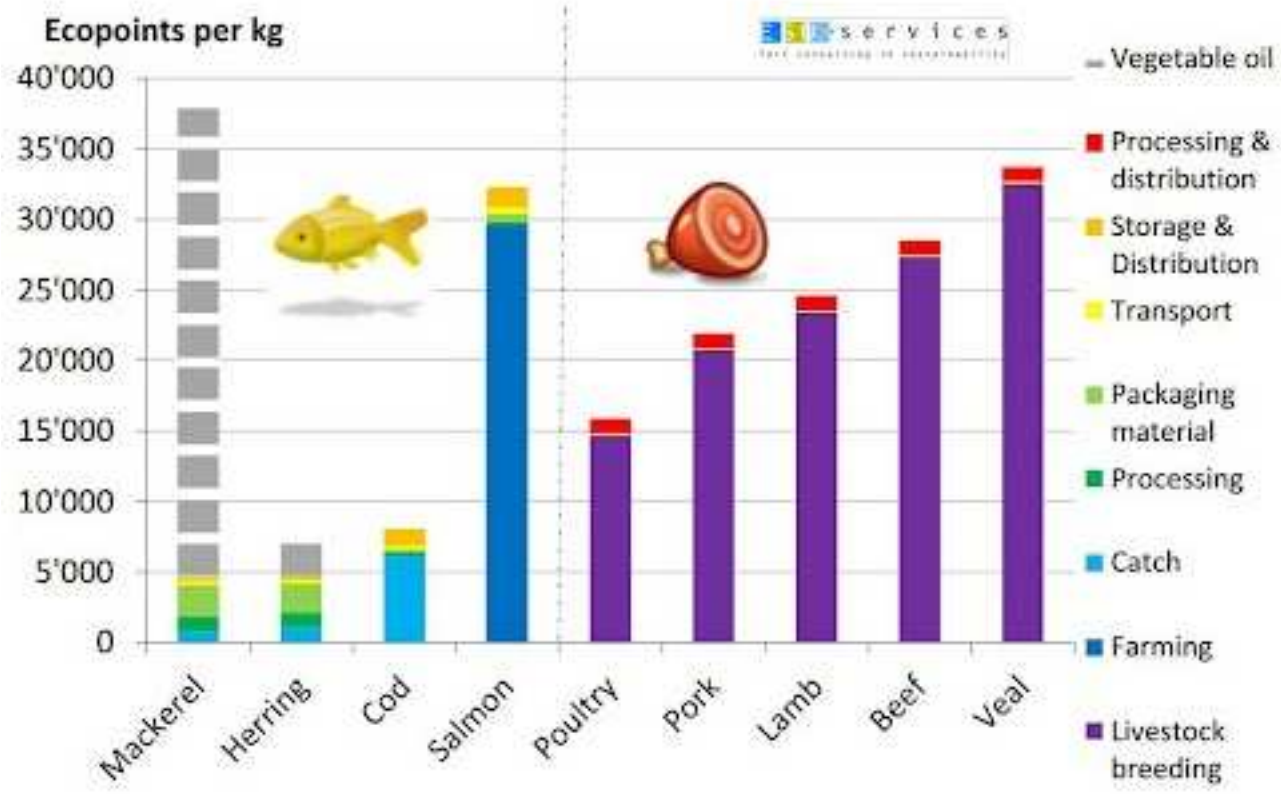

Fig. 2 Comparison of fish and meat – Ecological Scarcity Method 2006

Alain Le Sann
Collectif Pêche & développement
Septembre 2015.

[8] http://cape-cffa.squarespace.com/new-blog/2014/9/12/corporatised-ngos-say-maximum-profit-saves-fisheries